

## Les Français, leurs élus et le développement durable.

Premier Baromètre Auxilia, réalisé en partenariat avec OpinionWay

Réalisé fin octobre 2013, ce baromètre portant sur **les Français, leurs élus et le développement durable** se veut le premier d'une série permettant de mesurer l'importance qu'accordent réellement les citoyens au développement durable dans l'action publique.

Avant que la course à la visibilité et des réponses court-termistes aux questions d'insécurité ne prennent une place prédominante dans le débat électoral, nous souhaitons contribuer aux réflexions en partageant les résultats de cette enquête, qui souligne l'importance du développement durable pour les électeurs, toutes catégories sociales confondues, et même - ou peut-être surtout - en temps de crise. Cette crise économique, sociale et environnementale qui peut trouver des remèdes dans le développement durable, situé justement au croisement de ces trois enjeux.

Les résultats de ce baromètre, en démontrant l'intérêt du développement durable aux yeux des citoyens, confirment le choix d'Auxilia d'ouvrir **un laboratoire de changement pour incuber les innovations des territoires de demain, et contribuer à l'éclosion d'une nouvelle ingénierie participative**, impliquant les habitants qui manifestent une forte envie d'agir.

Bertil de Fos, Directeur Auxilia

## Le développement durable demeure une véritable attente pour les citoyens.

En dépit d'une situation économique toujours difficile, les Français font du développement durable un enjeu majeur pour l'avenir. Ainsi 57% considèrent qu'il faut à l'avenir privilégier le respect de l'environnement même si la croissance économique doit en pâtir. Le développement durable apparaît même comme une solution pour sortir de la situation actuelle : l'intégration progressive du bénéfice économique que peuvent obtenir les citoyens de comportements plus responsables est visible. Ainsi, 32% des interrogés avouent privilégier des produits locaux ou saisonniers autant par souci d'économies que de l'environnement. Surtout, **70% des Français déclarent que la mise en place d'une politique de développement durable est source d'économies et facteur d'innovation.** Un constat partagé par l'ensemble des catégories sociales, même si les diplômés du supérieur y sont encore plus sensibles que la moyenne.

## Les pouvoirs publics sont perçus comme des acteurs majeurs du développement durable.

Les Français sont conscients qu'ils sont des acteurs essentiels du développement durable : 72% pensent que le développement durable, c'est avant tout l'affaire des citoyens eux-mêmes. Mais les pouvoirs publics ne sont pas pour autant considérés comme déchargés de cette fonction : 62% des Français estiment que c'est également à eux d'agir dans ce domaine, loin devant les entreprises (35%), l'Union Européenne (23%) ou les associations (6%). On notera que les personnes aux revenus les plus modestes plaident tout autant pour l'intervention des pouvoirs publics sur cet enjeu que des citoyens eux-mêmes. Au sein des pouvoirs publics, c'est de l'Etat que les Français attendent le plus d'implication, (61%), devant la région (48%), la communauté de communes / d'agglomération / métropole (37%), la commune (31%) ou encore le département (22%).

Les attentes liées au développement durable envers les pouvoirs publics sont donc fortes mais également très diverses. C'est cependant **l'aspect économique qui semble cristalliser les attentes les plus importantes.** Faciliter la création d'emploi et accompagner les personnes en insertion professionnelle est l'attente prioritaire de 63% des Français. Viennent ensuite le fait de favoriser une meilleure gestion des finances publiques, améliorer la transparence des politiques publiques, favoriser l'accès aux services publics de tous (53% des interrogés) ou bien favoriser un développement économique équitable, local et solidaire, favoriser le développement de l'économie verte et l'innovation économique (48%). Hors du domaine économique, le maintien de l'offre de santé sur le territoire, l'assurance d'un service municipal de santé (52%) tout comme la prévention des incivilités et de l'insécurité (47%) sont des enjeux jugés importants.

## La commune : un lieu essentiel du développement durable, de par la confiance que lui accordent les citoyens.

Dans un contexte où la défiance à l'égard des pouvoirs publics est forte, la commune échappe à la logique de rejet de l'action publique. **56% des Français lui font confiance** (note moyenne de confiance de 5,8) pour la mise en œuvre du développement durable, soit un score comparable à ceux qui croient en la capacité des citoyens à agir dans ce secteur. Par comparaison, l'Etat, dont on a vu qu'il était perçu comme un acteur majeur du développement durable, obtient une note de confiance inférieure à la moyenne dans ce domaine (4,7). Dans les communes de 2000 à 20 000 habitants, cette note de confiance est même supérieure ou égale à 6.

Mais cette confiance a une contrepartie : elle induit des attentes à l'égard de la commune très variées. On attend d'elle qu'elle sensibilise les enfants au développement durable dans les écoles (30%), qu'elle aide à réduire la facture énergétique de son logement (27%), qu'elle développe des emplois localement, si possible autour des filières vertes (25%), qu'elle privilégie d'autres modes de transports moins polluants ou moins chers que l'automobile (24%), qu'elle aide à réduire et à mieux trier ses déchets (24%).

## Le développement durable pèsera dans le choix de 59% des électeurs lors des municipales.

Seuls 51% des Français estiment que leur Maire prend suffisamment en compte le développement durable dans son action. Dès lors, il n'est guère surprenant de constater que **pour 59% des Français, le développement durable comptera dans le choix de la liste pour laquelle ils voteront en mars prochain**. L'influence du développement durable dans le vote est certes plus élevée parmi les sympathisants de gauche (68%) que parmi ceux de droite (53%), mais elle est majoritaire dans les deux cas. Elle varie très peu selon la taille de la commune, mais on notera qu'elle est particulièrement forte pour les jeunes électeurs : **68% des moins de 25 ans estiment que cet enjeu comptera dans leur décision électorale**.

## Pour conclure

### Un développement soutenable, une alternative pour tous.

57% des personnes interrogées pensent qu'il est préférable « de respecter l'environnement même si la croissance économique doit en pâtir » et même 59% chez les ouvriers et employés.

Ces chiffres ne sont pas surprenants pour nous. Si les classes moyennes et supérieures ont joué un rôle central dans l'émergence de la problématique environnementale, le développement durable apparaît aujourd'hui comme une perspective viable aux yeux de populations plus impactées par la crise.

L'ascenseur social est en panne et la relation vertueuse « développement économique/progrès » a été mise à mal par les crises économiques et la montée des risques écologiques. Dans ce contexte, l'alternative d'un développement « source d'économie et d'innovation », plus respectueux de l'environnement et des personnes, s'impose progressivement comme une voie possible.

Parer à l'urgence de l'emploi et de la précarité, tout en mesurant l'importance de la préservation de l'environnement : c'est là toute la complexité de la transition écologique. Les élus doivent faire des compromis, et croiser les exigences en matière d'équité sociale, d'initiative économique et d'urgence environnementale. Mais malgré la situation de crise, les raisons d'espérer sont nombreuses. Avec Auxilia, sur le terrain, nous remarquons un moment de créativité et d'innovation sans précédent, particulièrement au sein des entreprises et des collectivités mais aussi chez les citoyens qui veulent s'impliquer et être impliqués dans la construction de la ville des solutions.

**Frédéric Vasse**, Directeur Recherche et Innovation Auxilia

06 85 57 75 97

[frederic.vasse@auxilia-conseil.com](mailto:frederic.vasse@auxilia-conseil.com)

## Usage des données et des documents

Toute publication totale ou partielle des informations contenues dans ce document et dans celui de l'étude complète doit impérativement utiliser la mention suivante :

**Baromètre Auxilia « Les Français, leurs élus et le développement durable »**

Aucune reprise de l'enquête et de ses résultats ne pourra être dissociée de cet intitulé.

Pour recevoir les résultats détaillés de cette enquête, merci de nous adresser un courriel à [lebarometre@auxilia-conseil.com](mailto:lebarometre@auxilia-conseil.com) en indiquant votre fonction et le nom de votre organisation.

## Contacts

### Auxilia

Isabelle Motto-Ros  
Responsable Communication  
Tel. : 01 55 28 89 85  
[lebarometre@auxilia-conseil.com](mailto:lebarometre@auxilia-conseil.com)

### OpinionWay

Bruno Jeanbart  
Directeur Département Opinion  
Tel. : 01 78 94 90 14  
[bjeanbart@opinion-way.com](mailto:bjeanbart@opinion-way.com)

### Auxilia, cabinet de conseil en développement durable, membre du Groupe SOS

Spécialiste reconnu dans l'accompagnement des territoires, Auxilia a commandité le sondage « **Les Français, leurs élus et le développement durable** » pour mieux comprendre ce que les Français attendent de leurs élus en la matière et en proposer une analyse. Avec plus de 10 ans d'expérience au service du développement durable, 300 projets de terrain et 5 expertises clés (Stratégie de Territoires Durables, Mobilité Durable, Energie & Climat, Développement Economique & Social, Mobilisation des acteurs), ce cabinet de conseil se distingue par sa capacité à lier les personnes, l'environnement et l'économie au service des organisations et des territoires. Experte en dialogue citoyen, son équipe imagine des solutions innovantes et des démarches inédites de concertation pour inscrire efficacement le changement dans les territoires. [www.auxilia-conseil.com](http://www.auxilia-conseil.com)

Auxilia est membre du Groupe SOS, l'une des premières entreprises sociales européennes : 11 000 salariés et 330 établissements. Depuis près de 30 ans, le Groupe SOS met l'efficacité économique au service de l'intérêt général. Il répond ainsi aux enjeux de société de notre époque en développant des solutions innovantes dans ses 5 cœurs de métier : la jeunesse, l'emploi, les solidarités, la santé, les seniors. Chaque année, les actions du Groupe SOS ont un impact sur plus de 1 million de personnes. [www.groupe-sos.org](http://www.groupe-sos.org)